

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 28 mars 2019
(Convocation du 21 mars 2019)

Aujourd'hui, le vingt-huit mars deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Dominique DEGOS et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Gérard CASTET, Yves LAHOUN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Nathalie BARROUILLET
Messieurs Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Céline SALLES

OBJET : Affaires générales / Gouvernance - Avis de l'EPTB sur le projet de modification de la réglementation des ouvrages hydrauliques

Exposé des motifs :

La compétence GEMAPI, issue des lois MAPTAM et NOTRe a intégré le bloc communal depuis le 1^{er} janvier 2018.

Concernant les ouvrages de protection contre les inondations (digues et aménagements hydrauliques), le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 vient préciser les conditions d'application de cette compétence.

Un projet de décret est actuellement à la consultation publique jusqu'au 10 avril 2019 pour venir toilettier le décret de 2015. Sa parution est attendue en conseil d'Etat avant l'été 2019.

Les principales modifications apportées concernent :

- La suppression du seuil de 30 personnes pour le classement des ouvrages existants en systèmes d'endiguement ;
- La suppression du critère de hauteur des ouvrages pour le classement des systèmes d'endiguement ;
- Le rajout d'une possibilité de demande de dérogation d'un an auprès du Préfet pour le classement des systèmes d'endiguement ;
- Des simplifications pour la réglementation des aménagements hydrauliques ;
- Quelques toilettages et clarifications concernant les barrages.

Suite aux conclusions des deux études d'opportunité de classement des systèmes d'endiguements portées par l'Institution Adour, il apparaît que certaines dispositions proposées dans ce projet d'arrêté n'apporteront aucune solution aux problématiques rencontrées par les EPCI-FP compétents.

L'analyse de la proposition de décret est annexée au rapport de séance.

Aussi, je vous propose que l'Institution Adour participe à la consultation publique en faisant remonter le détail des remarques précisées dans l'analyse et transmette ce même avis à l'ensemble de ces partenaires du bassin (EPCI-FP, syndicats de rivières, Départements, Région) et hors bassin (AFEPTB).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

Le comité syndical émet l'avis tel qu'annexé dans le cadre de la consultation publique en cours sur le projet de modification de la réglementation des ouvrages hydrauliques.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 28 mars 2019 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX


Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 01/04/2019

Reçu en préfecture le 01/04/2019



ID : 040-254002264-20190328-CS09_2019-DE

Projet de modification de la réglementation des ouvrages hydrauliques

**Remarques de l'Institution Adour
04/03/2019**

I - SYSTÈMES D'ENDIGUEMENT

1. Personnes autorisées à gérer les SE et les AH :

Les modifications précisent que les associations syndicales pourront mettre en œuvre des missions relevant de la GEMAPI uniquement dans le cas où leurs statuts les auront prévus avant le 27 janvier 2014. Il n'y aura pas de « nouveaux entrants ».

Par cette précision ou disposition, l'Etat écarte de fait la possibilité de maintien d'un ouvrage par une structure tierce (privée) qui souhaiterait s'emparer d'un sujet écarté par la structure gémapienne. Ainsi, le maintien des ouvrages ne peut être assuré que par le seul gémapien et fait retomber sur lui seul l'intégralité de la décision du maintien des systèmes de protection contre les inondations. Il devient dès lors impossible d'envisager une protection individuelle (même lorsqu'il s'agit d'une protection déjà existante) dès lors que l'entité gémapienne en a décidé autrement.

Aller expliquer à des contribuables qui s'acquittent de la taxe GEMAPI qu'il ne seront plus protégés est absolument intenable.

Un groupement d'intérêt privé ne pourra pas agir pour son compte.

Si on croise ceci avec les capacités financières de beaucoup d'EPCI-FP ruraux qui n'auront pas, du fait du faible nombre d'habitants, la possibilité de maintenir des zones protégées, cela mettra certaines structures gémapiennes dans des situations inextricables.

Qui plus est, cette proposition assortie à la proposition d'abaisser le seuil de population à 0 habitant pour les catégories C exposera dans tous les cas les élus des entités gémapiennes qui seront pourtant dans l'incapacité de faire.

Il paraîtrait plus logique de faciliter la gestion par une AS des ouvrages existants non retenus par le gémapien. Et seulement des ouvrages existants.

Il est important de mettre en parallèle ici que dans bien des cas, les ouvrages faisant office de digues sont des ouvrages initialement destinés à d'autres usages (halage). Ainsi, « la mise aux normes » de tels ouvrages supposent des coûts financiers conséquents pour des EPCI-FP ruraux. A titre d'exemple, la mise aux normes de la digue rive droite de l'Adour maritime (23 km) qui protège environ 350 personnes est estimée à 33 M€ selon la mise en application du décret 2015.

2. Possibilité de prolonger d'un an les dates butoirs

Cette proposition, dont la mise en œuvre reviendrait au préfet, est plutôt la bienvenue.

En revanche, la note explicative précise (comme elle le refait encore plus explicitement dans le paragraphe d'après) que les ouvrages non classés en systèmes d'endiguement devront être mis en transparence. C'est une position qui est parfois contredite par les services de l'Etat. Le fait de l'affirmer explicitement ici a le mérite de préciser les attentes du plus haut niveau de l'Etat.

Toutefois, la mise en œuvre de cette mise en transparence des ouvrages non classés posera de nombreux problèmes auxquels aucune réponse n'est pour l'instant apportée : au-delà de l'acceptation locale de la mise en transparence (et de l'abandon de la protection réalisée et financée pendant des années, souvent sur fonds publics), qui sera chargé de la réaliser puisque les digues ne relèveront pas de la GEMAPI ? Qui sera chargé de la faire appliquer ?





3. Autoriser les SE protégeant moins de 30 habitants

En soit, permettre de maintenir des systèmes de protection existants pour des enjeux inférieurs à 30 habitants est susceptible d'apporter une solution tenable localement dans certains cas un peu complexes d'ouvrages existants.

Toutefois, y imposer le cahier des charges des SE semble incohérent, inapproprié et inacceptable au regard des enjeux présents derrière (à étudier selon les cas). Au regard des investigations réalisées sur le bassin de l'Adour, tant pour l'amont que pour l'aval, la majorité des zones protégeant moins de 30 habitants sont des zones qui n'en sont pas moins vastes. Elles sont simplement très faiblement densément peuplées.

De longs linéaires d'ouvrages sont donc concernés. Aussi, pour ces zones protégées-là, le risque de rupture peut être plus communément admis. En revanche, le niveau d'investissement financier pour des ouvrages de longs linéaires et pour des EPCI-FP de faibles populations sera un facteur limitant pour lesquels l'abaissement du seuil de la population dans la ZP n'est en rien une réponse. Bien au contraire !

Au vu des cas recensés sur le territoire, l'Institution Adour, dans le cadre de la démarche qu'elle a engagée auprès des parlementaires, sollicite, pour les ouvrages existants (et uniquement ceux-là), la création d'une rubrique de la nomenclature IOTA permettant de régulariser ces ouvrages, et ainsi affecter au pétitionnaire (le bénéficiaire de la protection et non l'entité gemamienne) un minimum d'obligations, en termes de surveillance et entretien de l'ouvrage.

4. Assouplissement des règles relatives aux nouveaux endiguements

Cette proposition, même si on n'en mesure pas directement les conséquences, semble plutôt aller dans un sens favorable.

5. Divers toilettages

- Ajustements des modalités de décompte de la population protégée

Sur le bassin de l'Adour, ces modalités nous permettraient essentiellement de voir si un ouvrage relevait ou pas de la GEMAPI (+ ou - 30 habitants). A partir du moment où le seuil est ramené à 0 habitant, cette précision est sans objet en ce qui nous concerne.

6. Ouvrages existants mais non classés au titre du décret de 2007

Par ailleurs, nous partageons l'avis de Philippe Larivière quant aux ouvrages existants mais non classés au titre du décret de 2007 et à la nécessité de rendre la procédure simplifiée applicable pour ces ouvrages.

En effet, alors que l'Etat avait la mission de recenser et de classer les ouvrages de protection contre les inondations depuis 2007, nombreux ouvrages n'ont pas été classés. Ainsi sur le bassin de l'Adour, sur un linéaire total d'à peu près 350 km d'ouvrages, seuls 70 km ont fait l'objet d'un arrêté de classement (dont 2/3 à l'encontre de l'Institution Adour). Dès lors, on se retrouve dans la situation où le seul système d'endiguement potentiellement « classable » en classe B dans le bassin de l'Adour, ainsi que plusieurs autres qui protègent des poches d'enjeux conséquentes en termes de population, n'ont pas été classés par l'Etat au titre du décret de 2007 ... L'EPCI-FP qui va en solliciter le classement au titre du décret de 2015 va donc devoir procéder aux études environnementales comme s'il s'agissait d'ouvrages nouveaux, ce qui apparaît aberrant pour des ouvrages existant, pour certains, depuis plusieurs décennies, voire siècles... Il serait donc judicieux de rendre applicable la procédure simplifiée pour ces cas-là.



RÈGLEMENTATION DES AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES

L'ensemble des propositions va vers une simplification de la réglementation : pas de mise en transparence si l'ouvrage n'est pas retenu par la structure GEMAPI, simplification pour l'analyse des ZP, seuil de déclaration pour les petits AH ...

Le sujet n'a pour l'instant été que peu fouillé au niveau de l'EPTB Institution Adour. Les propositions semblent pourtant aller dans le bon sens.

